



Bulletin hebdomadaire n° 1810 du lundi 20 avril 2020

Agence de Communication Interrégionale de Presse (A.C.I.P.)

58, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

SASU au capital de 1 000 euros - APE 221 E - Siret 881 250 831 Nanterre

Courriel : [frederic.aimard@gmail.com](mailto:frederic.aimard@gmail.com) Tél. : 06 77 90 36 20

Domiciliation Banque Rotschild Martin Maurel - IBAN FR76 1 336 9 000 0862 1076 0000 205

Société inscrite sur la liste des agences de presse au sens de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse. TPS n° 263 267. Agrément du 19 juin 2019 valable jusqu'au 30 juin 2020.

Fondateur : Jacques Jira + – Directeur de la publication : Frédéric Aimard – Rédacteur en chef : Philippe Buron-Pilâtre. Comité de rédaction : Paul Astolfi, Joël Broquet, Fabrice de Chanceuil, Jean Étèvenaux, Dominique Decherf, Gérard Leclerc, Catherine Pauchet, Claudine Uzerche, Jérôme Besnard, Frédéric de Natal.

ISSN : 0789-2757 – Administration - Tél. : 06 77 90 36 20

Tous droits réservés. Reproduction interdite sans autorisation expresse, c'est-à-dire abonnement à jour au service hebdomadaire avec droit de reproduction des chroniques de l'Acip. Le prix de l'abonnement dépend du tirage de chaque journal.

**Nouveau : Abonnement au bulletin de l'Acip sans aucun droit de reproduction. 50 euros TTC par an. Paiement par virement à notre Iban. Merci de nous donner vos coordonnées par mail. Ce sera un acte d'amitié et de soutien, bien nécessaire à la continuation de notre activité.**

Pour les abonnés avec droit de reproduction, corrigez bien les chroniques avant de les publier et pensez à actualiser les brèves. Pour les journaux qui ont suspendu leur parution du fait de l'épidémie, gardez précieusement certaines chroniques remarquables.

Faites-nous parvenir au moins le PDF de votre journal ou des pages contenant des chroniques de l'ACIP. Un exemplaire papier est très apprécié aussi.

## **L'événement**

### **Le professeur Raoult vu de Marseille**

**interview du Dr Jean GUGLIOTTA, néphrologue, interniste à Marseille**

**propos recueillis par Joël Broquet \***

**Avant qu'il ne soit sous les feux du projecteur le Pr Didier Raoult avait une notoriété, notamment marseillaise. Quelles en étaient les assises ? À Marseille d'abord, en France ensuite, enfin en Afrique...**

Effectivement, je connais Didier Raoult depuis nos années d'internat. Nous étions dans le même établissement hospitalier de l'APHM où nous y exerçons des spécialités différentes.

Ce qui fonde essentiellement la notoriété de Didier Raoult c'est une prodigieuse volonté créative. Celle-ci trouve son origine dans le modèle légué par son père. Ce médecin militaire fut le fondateur de l'organisme de recherche sur l'alimentation et la nutrition africaine à Orana. Didier Raoult tient beaucoup à cet héritage familial. Jeune interne et en pleine formation, il déploie son énergie dans l'étude des rickettsies, il existe plusieurs familles de rickettsies, il s'agit de bactéries intracellulaires à l'origine, entre autres, de la fièvre boutonneuse méditerranéenne, du typhus. Il crée en 1983, au sein de la faculté de médecine, une unité qui devient un centre de référence international sur les rickettsies.

La recherche et son corollaire, les publications internationales, deviennent une règle qu'il impose à ses collaborateurs mais aussi à ses maîtres. La réputation de ses travaux, son dévouement à l'université le désignent tout naturellement pour la présider. Là aussi il déborde d'énergie et insuffle à l'université un souffle nouveau. En 2003, à la demande de Jean François Mattei, ministre de la Santé, il rédige un rapport sur le bioterrorisme et les risques épidémiologiques.

Didier Raoult est souvent sollicité par la presse locale lors des événements pandémiques comme le virus d'Ebola, le SRAS, le HSN1, ou le chikungunya. Il intervient par ailleurs régulièrement dans plusieurs hebdomadaires.

Il y a également et surtout l'Afrique qui occupe une place affective très importante dans sa vie. Il est né au Sénégal et beaucoup de ses travaux de recherches s'opèrent sur le sol africain. Plusieurs de ses élèves sont originaires d'Afrique et se forment dans son IHU. Tout cela bien sûr fonde sa notoriété et son influence.

**La brusque notoriété du professeur Raoult est-elle fondée sur l'attente par l'opinion publique d'une solution salvatrice à la pandémie ou plus fondamentalement sur une thérapie validée par des résultats incontestables et de portée générale ?**

Premièrement la notoriété du Pr Raoult n'est pas si brusque que cela. Au niveau académique il jouit depuis longtemps d'une grande renommée. Il est très souvent lecteur, c'est-à-dire conférencier dans les grands congrès internationaux. Pour bien comprendre, il faut rappeler que, dans ce genre de congrès, il y a trois catégories de participants. Premièrement ceux qui y assistent dans un cursus de formation. Puis il y a ceux qui présentent leur travail de recherche dans leur domaine. Enfin, dans chaque grand congrès international, on fait appel à un ou deux lecteurs qui, en assemblée plénière, traitent de sujets d'actualité, remettent le congrès dans son contexte, en tirent des leçons.

Au niveau régional Didier Raoult intervient souvent dans les médias lorsqu'il est sollicité dans des situations d'épidémies grippales, d'émergences de nouvelles maladies. Les Marseillais connaissent bien le médecin et lui font confiance.

L'opinion publique, très logiquement, surtout dans une situation de panique, devant l'épidémie, se tourne vers ceux qui déclarent avoir la solution. Dans certains cas cette réaction peut revêtir des aspects irrationnels. Ce n'est bien sûr pas le cas du Pr Raoult. Ce dernier n'a pas inventé ni découvert le médicament miracle du coronavirus. Dans de telles situations où émergent des organismes pathogènes on a recours à l'arsenal thérapeutique existant ; c'est ce que l'on a fait pour le V.I.H., le SRARS, ou Ebola.

Pour ce qui concerne le covid-19 dès le départ on sait qu'il s'agit d'un organisme intracellulaire, or il se trouve empiriquement que l'hydroxychloroquine est active sur ces organismes, quoi de plus logique que de l'essayer ?

Il a repris le travail des équipes chinoises et l'a adapté en y ajoutant un antibiotique. L'observation a montré des résultats intéressants qu'il convient de confirmer. L'attitude du Pr Raoult est tout ce qu'il y a de plus empirique et pragmatique face à l'urgence. Il utilise deux molécules archi connues et largement prescrites dans le monde. Si ça marche c'est tant mieux, si ça ne marche pas, on n'a rien perdu. C'est le pari pascalien appliqué à la situation.

**En affrontant la nomenklatura mandarinale et le système qui administre la Santé le Pr Raoult ne prend-il pas le risque majeur de liguier contre lui tout un système ? Et ne met-il pas le président Macron au pied du mur le contraignant à choisir entre d'un côté opinion publique et innovation et de l'autre inertie administrative... et prudence légitime.**

Liguier contre lui tout un système, sans doute, mais le passé universitaire et les travaux scientifiques du Pr Raoult et de ses équipes militent pour lui. Plusieurs de ses confrères parisiens partagent sa démarche, en particulier le Pr Bricaire un de nos illustres et respecté infectiologues et qui déclare que, faute de mieux, il n'hésiterait pas à prendre ce traitement pour lui-même si cela était nécessaire. Quant au président Macron il est dans son rôle en rendant visite aux équipes qui travaillent sur le covid-19, à ce titre il ne pouvait pas ne pas se rendre à Marseille. Il est clair qu'en se rendant à Marseille, le président a affirmé son indépendance vis-à-vis de ce que vous appelez la nomenklatura mandarinale.

\* animateur du Carrefour des Acteurs Sociaux (CAS). La cellule Santé du CAS recommande la consultation du site animé par le Dr Bruno Devaux ; administrateur du Syndicat National des Réanimateurs-Anesthésistes de France : <https://www.bruno-devaux.com/>

---

## **L'actualité en brèves**

### **France**

**Pandémie :** À la fin de la semaine dernière on estimait à 20 000 le nombre des morts de la pandémie depuis février. 5 800 malades sont actuellement en réanimation.

**Gouvernement :** Le Premier ministre a indiqué les priorités de son gouvernement face à la pandémie lors d'une conférence de presse télévisée le 19 avril. Il était entouré de son ministre de la Santé Oliver Véran, du directeur général de la Santé Jérôme Salomon et de l'infectiologue Florence Ader.

**Presse :** Le quotidien Paris Normandie – environ 200 salariés dont 100 journalistes, 30 millions de chiffre d'affaires dont 9 de publicité – autrefois fleuron du groupe Hersant, propriété depuis 2017 de Jean-Louis Louvel candidat à la mairie de Rouen, a demandé le 11 avril sa mise en liquidation

judiciaire. Le 21 avril, le tribunal de commerce de Rouen a donné trois mois à d'éventuels repreneurs pour se signaler.

**Commerce** : Le plafond des paiements sans contact va être porté à 50 euros à partir du 11 mai.

La plateforme de commerce Amazon a fermé ses entrepôts en France jusqu'au 20 avril après le jugement du tribunal judiciaire de Nanterre du 14 avril – à la suite d'une plainte de l'Union Syndicale Solidaires – lui intimant de ne servir que les commandes d'intérêt vital tant que ses installations ne seraient pas modifiées, en concertation avec les partenaires sociaux, pour mieux prendre en compte les risques sanitaires dans ses centres de traitement des colis.

Le ministre de l'Économie Bruno Lemaire a demandé, le 16 avril, aux « grandes foncières », société possédant de nombreux locaux commerciaux, de faire cadeau de trois mois de loyer aux petits commerces. L'Association française de la gestion financière, l'Association française des sociétés de placements immobiliers, CDC Habitat (groupe Caisse des dépôts), le Conseil national des centres commerciaux, la Fédération des sociétés immobilières et foncières, ainsi que la Fédération française de l'assurance, la foncière d'Auchan, la SNCF, la Compagnie de Phalsbourg, le groupe Icade, la ville de Versailles pour les commerces du marché Notre-Dame, etc. ont annoncé qu'elles annulaient un trimestre de loyer pour les commerces qui ont dû fermer.

Le 15 avril, Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics a déclaré qu'il travaillait à une annulation des charges sociales pour les entreprises du secteur de la restauration et de l'hôtellerie.

Les banques auraient déjà accordé 19 milliards d'euros de prêts garantis par l'État aux entreprises qui ont pu en faire la demande malgré la saturation quasi générale des lignes téléphoniques des banques. Le groupe Fnac-Darty a annoncé qu'il allait bénéficier d'un prêt de 500 millions garantis.

**Métro** : Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, a annoncé un remboursement à hauteur de 100 euros pour chaque abonné au pass Navigo. Il faudra cependant faire une demande sur un site Internet, formule qui avait très mal marché après les grèves de décembre.

**Industrie** : Après six mois de redressement judiciaire, Tunneling Equipement, le seul fabricant de tunneliers français (ex-NFM Technologie, filiale d'un groupe australien, avec 150 salariés repris en 2018 par l'Allemand Mülhäuser qui n'en avait gardé que 80) au Creusot et à Villerubanne, a été mis en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône le 18 avril. La société avait livré des tunneliers pour le TGV Lyon-Turin (en 2016) et pour le métro du Caire (en 2010).

**Marine** : Sur 2 300 marins du porte-avions Charles de Gaulle dépistés, 1 081 se sont révélés positifs au covid-19, 24 ont été hospitalisés, dont un en réanimation.

**Marseille** : Le préfet des Bouches-du-Rhône a interdit, le 17 avril, en raison de la saturation du port qui abrite plusieurs navires en quarantaine, à un navire de croisière italien (Costa Deliziosa)

de débarquer ses passagers non italiens à Marseille. Ceux-ci devront débarquer en Italie, ce qui leur posera des problèmes pour repasser la frontière.

**Disparition** : Le chanteur Christophe est mort le 16 avril d'une détresse respiratoire à Brest à 74 ans.

## **Chiffre de la semaine**

### **9923**

C'est le nombre de détenus qui ont bénéficié d'une libération à la faveur de l'épidémie de covid-19. La France a 118 prisons prévues pour accueillir 61 000 prisonniers. Le 16 mars elles en hébergeaient 72 575, chiffre qui est passé à 62 650 le 13 avril. Il faudra observer les statistiques sur la récidive.

## **Monde**

**Pandémie** : À la fin de la semaine dernière, on estimait à 165 000 le nombre des décès causés par la pandémie de covid-19 depuis février.

**Libye** : Avec la fourniture de drones très performants par les Turcs au gouvernement d'union nationale de Tripoli (GNA) présidé par Faïez Sarraj, l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar est obligée de céder du terrain en Tripolitaine. Elle a perdu, le 13 avril, six villes dont Sorman et Sabratah près de la frontière tunisienne. Le GNA y a libéré 600 prisonniers dont plusieurs dizaines de jihadistes revendiquant leur appartenance à l'État islamique.

Les États-Unis ont refusé que l'Onu désigne l'Algérien Ramtane Lamamra comme envoyé spécial de l'Onu pour la Libye. Celui-ci, candidat depuis le 7 mars, avait pourtant obtenu l'approbation de 14 pays sur les 15 composant le Conseil de sécurité.

**Nouvelle-Zélande** : Le Première ministre Jacinda Ardern et son gouvernement ont annoncé le 15 avril qu'ils renonçaient à 20 % de leurs émoluments pour une période de 6 mois par solidarité avec les victimes de la pandémie. Les hauts fonctionnaires sont également concernés.

**Brésil** : Le président Jair Bolsonaro a limogé, le 16 avril, son trop populaire ministre de la Santé Luis Henrique Mandetta qui entendait faire appliquer les recommandations de l'OMS sur la distanciation sociale. Des mesures auxquelles le président affecte de ne pas croire, souhaitant une rapide reprise des activités économiques. Le pays reconnaît environ 35 000 cas de covid-19 là où

les experts en estiment le nombre à 300 000. Environ 2 000 morts ont été officiellement comptabilisés.

**Chine** : Le bureau des statistiques chinois a publié le 17 avril un taux de récession du produit intérieur brut de 6,8 % par rapport au premier trimestre 2019.

**Hong Kong** : La police a arrêté le 18 avril 14 personnalités ayant soutenu le mouvement pro-démocratie de l'automne 2019, dont le milliardaire Jimmy Lai, 72 ans, patron du journal Apple Daily et plusieurs membres ou anciens membres du Conseil législatif, dont l'avocat Martin Lee, 81 ans, fondateur du Parti démocratique de Hong Kong.

**Corée** : Le Parti Minju (Démocrate) l'a emporté lors des élections législatives du 15 avril, confortant le président Moon Jae-in et son gouvernement dont la gestion de la crise sanitaire a été exemplaire. Thae Yong-ho, ancien numéro deux de l'ambassade nord-coréenne en Grande-Bretagne, a été élu député avec l'investiture du Parti de la liberté (conservateur).

**Équateur** : La province de Guayas et surtout sa capitale Guayaquil recensent 70 % des cas de contamination par le covid-19 du pays, environ 9 000 cas et probablement 4 000 décès par cette maladie dans les 15 premiers jours d'avril. Des centaines de corps n'ont toujours pas pu être enterrés. Le président Lenin Morano a proclamé, le 16 avril, un deuil national de 15 jours.

**Ukraine** : De nombreux incendies de forêt ont lieu depuis plusieurs semaines dans la région de Tchernobyl. Dans le principal d'entre eux, la radioactivité mesurée était 16 fois supérieure à la normale. Cependant les risques de contamination de l'air par du césium 137 restent faibles selon les autorités.

**États-Unis** : Le porte-avions nucléaire Theodore-Roosevelt, dont le commandant avait été limogé le 2 avril à cause de son appel à l'aide rendu public, est stationné à l'île de Guam. Ses 4 800 marins ont été testés et 660 sont positifs au covid-19, dont 60 % ne présentent aucun symptôme.

**Tchad** : le président Idriss Deby a affirmé, le 12 avril, que sa dernière offensive autour du lac Tchad avait permis de tuer plus de 1 000 djihadistes. Il a cependant tancé ses partenaires de la force conjointe du G5 Sahel pour leur inactivité et a menacé de les abandonner à leur sort car il y a aussi eu plus d'une centaine de morts au cours des dernières semaines dans les rangs de son armée.

**Disparition** : L'écrivain chilien Luis Sepúlveda est mort du covid-19 à 70 ans le 16 avril à Oviedo au nord de l'Espagne.

---

## Politique française

### Édouard Philippe donne un cadre à l'avenir

#### Jean-Gabriel Delacour

De l'avis général, lorsqu'il avait pris la parole le lundi de Pâques sans mentionner une seule fois la grande fête chrétienne et juive, Emmanuel Macron s'était montré plutôt verbeux, parlant trop longtemps sans avancer beaucoup dans le concret. Édouard Philippe, lors de sa conférence de presse du dimanche suivant, n'a certes pas voulu prendre d'engagements avant le plan prévu pour la fin du mois, mais il a su trouver un ton à la fois clair, tranquillement déterminé et assez empathique. Bien servi par des explications murales définissant les problèmes et indiquant des objectifs, il était judicieusement accompagné par le ministre des Solidarités et de la Santé Olivier Véran, le directeur général de la Santé Jérôme Salomon et l'infectiologue lyonnaise Florence Ader, qui s'est révélée non seulement une excellente pédagogue mais aussi une scientifique avisée.

Bien sûr, les errements gouvernementaux passés ont été noyés dans une présentation générale montrant que tout s'était passé de la même manière dans le monde entier. Mais on n'a pas eu droit aux envolées sur l'Europe ou sur l'effacement de la dette africaine — qui signifiait qu'elle était prise en charge par le contribuable français. Les propos du Premier ministre se sont voulus réalistes et empreints d'une certaine fermeté, répétant que, après la levée du confinement, ce ne sera pas le retour à la situation d'avant et qu'il faudra encore suivre beaucoup de précautions et, en même temps, trouver les équilibres nécessaires pour un redémarrage partiel de l'économie.

Certains regretteront que n'ait pas été abordée l'organisation de l'hospitalisation publique dans un système qui épuise les soignants tout en coûtant à la collectivité bien plus qu'ailleurs et qui, de surcroît, s'est montré incapable de prévoir et de faire face. Encore plus profondément, il faudra bien aussi que soit posée la question des ressorts de la communauté nationale et des moyens dont elle se dote : un idéal matériel, fût-il sanitaire, ou de vivre-ensemble suffit-il et sur quelle souveraineté peut-il s'appuyer ? Si l'on veut, comme il le faudra bien, demander aux Français de retrousser leurs manches pour faire revivre leur pays, il faudra leur donner de bonnes raisons.

Avec Édouard Philippe on semble en tout cas revenu dans le réel. Nos gouvernants vont devoir s'y ancrer davantage, ne serait-ce que pour répondre aux préoccupations qui ne vont pas manquer de s'exprimer lorsqu'on s'apercevra qu'on ne peut revenir ni au monde d'hier ni à celui d'avant-hier. Non seulement tout ne repartira pas tout de suite, des restaurants aux voyages en passant par les cérémonies familiales, mais les Gilets jaunes et autres manifestants de ces derniers mois risquent de retrouver les difficultés et les peurs qui les avaient jetés dans les rues. Sans oublier les enfants, qui ne reprendront manifestement pas tous le chemin de l'école le 11 mai.

Pour le moment, l'hibernation continue. Mais personne ne sait si un feu ne couve pas sous la cendre. Il est même possible que le coronavirus fasse encore des siennes...

---

## **Politique française**

### **Vers l'union nationale ?**

**par Claudine Uzerche**

La timide embellie sur le front sanitaire s'accompagne d'un discret réveil de ce qu'on appelait le "microcosme" politique. À juste titre préoccupés par les questions relatives à la sortie du confinement, beaucoup d'auditeurs du président de la République n'ont pas prêté attention à une petite phrase glissée dans son allocution : « Dans les prochaines semaines, avec toutes les composantes de notre nation, je tâcherai de dessiner [le] chemin ».

Ces quelques mots ont vite alimenté les supputations et ravivé le feu des ambitions. Emmanuel Macron prépare-t-il un gouvernement d'union nationale qui permettrait d'affronter une crise sanitaire loin d'être terminée et une violente récession économique ? L'intention présidentielle est d'autant plus vraisemblable qu'il y a depuis la réforme des retraites une mésentente notoire entre le président de la République et le Premier ministre. Le 13 avril, Édouard Philippe n'a d'ailleurs pas apprécié d'être mis devant le fait accompli quant à la date du déconfinement et d'avoir à planifier en urgence la réorganisation de l'activité économique et scolaire. L'Élysée lui fera porter la responsabilité d'un échec, même partiel, et l'hôtel de Matignon sera disponible pour un nouveau locataire. À cet égard, Bruno Le Maire ne cache pas son ambition.

De son côté, Jean-Pierre Chevènement a fait des déclarations remarquées en faveur d'un "gouvernement de salut public" et compte parmi les visiteurs du soir à l'Élysée. Manuel Valls a envoyé plusieurs messages pour rappeler qu'il pourrait être utile au pays tout en disant que "le moment n'est pas venu" et, à droite, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, participerait volontiers à un tel gouvernement de même que les députés Bruno Retailleau et Renaud Muselier. Les noms de Nathalie Kosciusko-Morizet et de Jean-Pierre Raffarin circulent également...

Ces supputations ne portent que partiellement sur l'enjeu d'un gouvernement d'union nationale qui doit, par définition, associer toutes les tendances politiques de la nation. Il faudrait donc que le président de la République fasse également appel à Jean-Luc Mélenchon, d'une part, et à Marine Le Pen d'autre part. À supposer qu'Emmanuel Macron y songe, le ralliement de ces deux personnalités est hautement improbable, à deux ans de l'échéance présidentielle.

---

## **Politique internationale**

### **Trêves du Ramadan**

**par Dominique Decherf**

Le jeûne du mois de Ramadan qui commence le 23 avril, combiné à la menace du coronavirus, devrait ralentir les conflits armés dans le monde arabo-musulman. Le Pape François dans son message de Pâques a également plaidé pour un cessez-le-feu général, l'arrêt du commerce des armes et l'assouplissement des sanctions.

Conflits oubliés de ce côté de la Méditerranée, la guerre continue en Libye, en Syrie et au Yémen. Discrètement, les « conseillers » occidentaux ont regagné leur patrie par crainte du coronavirus. Quoi qu'il soit difficile de mesurer les ravages du virus sur le champ de bataille, on sait qu'il frappe en nombre plusieurs des parties prenantes aux conflits : l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, contraints de relâcher leur pression à l'extérieur et de se recentrer sur leur domestique. Cela donne un répit aux populations assiégées. Tripoli, Sanaa, dans une moindre mesure Idlib, peuvent desserrer l'étau : les forces du maréchal Haftar reculent autour de la capitale libyenne, les Houthis progressent au nord et à l'est du Yémen central.

Riyad a pris l'initiative de déclarer un cessez-le-feu unilatéral le 9 avril pour quinze jours, l'échéance coïncidant avec le début du Ramadan. Le prétexte affiché est l'urgence humanitaire au Yémen répondant à l'appel du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le 25 mars pour le cinquième anniversaire de l'intervention militaire dans la guerre du Yémen (100 000 morts, 3,5 millions de déplacés, 16 millions de mal-nourris sur 28 millions). Il répond aussi à l'urgence sanitaire en Arabie saoudite même devant l'avancée de la pandémie qui avait déjà fait fermer les lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine et les mosquées dès la mi-mars. La famille royale est touchée. 150 princes selon certaines sources sur plus d'un millier ; un étroit confinement du roi Salman ; une hospitalisation du gouverneur de Ryad, un petit-fils d'Abdul-Aziz. Ceci en pleine querelle de succession où l'actuel héritier, Mohamed Ben Salman, avait mis en état d'arrestation le dernier frère vivant du roi Salman, le prince Ahmed Ben Abdul-Aziz, l'un des trois membres du

Conseil d'Allégeance chargé de désigner le successeur du roi. Écarter les critiques de sa conduite de la guerre au Yémen a pu l'inciter à donner des gages à la paix, au moins à un désengagement d'un borbier coûteux et stérile.

Les perspectives au Yémen n'avaient cessé de s'assombrir au cours de la dernière année : L'allié des Émirats Arabes Unis (EAU) qui menait la guerre au sud s'était retiré à l'été laissant un gouvernement « sudiste » à Aden qui ne serait pas mécontent de reconstituer l'ex-République du Yémen du Sud (qui ne s'était réunie au Nord qu'en 1990), option à laquelle l'Arabie saoudite est hostile. Des unités saoudiennes avaient dû être déployées à Aden. Un accord entre les deux camps sudistes a été signé à Ryad le 5 novembre 2019 mais trop vague pour mettre un terme aux escarmouches sur le terrain.

Au Nord, Riyad n'avait pas été capable d'arrêter plusieurs tirs de missile qui depuis la zone des rebelles houthistes avaient visé la capitale saoudienne et les installations pétrolières (le 14 septembre 2019), contrariant le projet de privatisation partielle de l'ARAMCO, sans susciter de réaction américaine. Le prince héritier se retrouve durablement affaibli par le fiasco de sa vision 2030 fondée sur une diversification des revenus pétroliers en chute libre depuis l'épidémie. Les Houthis profitent aussi des dissensions intestines. Ils ont noué de nouvelles alliances tribales qui leur permettent d'élargir leur zone au nord le long de la frontière saoudienne, et à l'est vers la ville de Marib, ancienne capitale du royaume sabéen, nœud pétrolier et gazier, bastion des Frères Musulmans (le parti Al-Islah aujourd'hui divisé en plusieurs allégeances). Il n'est pas exclu que les Houthis en majorité zaïdites (une forme locale de chiisme), donc en principe combattus par les sunnites, puissent y nouer des alliances, faisant prévaloir la solution politique sur toute aventure militaire.

---

## **L'agriculture qualitative en péril**

**par Jérôme Besnard**

Le dispositif lancé par le gouvernement pour pallier l'absence de saisonniers extérieurs aux régions de production semble fonctionner avec 240 000 candidatures pour 200 000 emplois. Il reste bien sûr à analyser la probable réussite finale de l'opération et les modalités qui l'auront accompagnée.

Le prochain défi à relever pour l'agriculture française sera celui de la distribution. La fermeture des restaurants et des marchés alimentaires, mais aussi les difficultés liées aux transports et à l'exportation, ont entraîné la constitution de stocks (ce qui aura des conséquences sur les prix lors

du déconfinement). D'autre part on sait désormais que certains restaurants (on parle de 30 %), après plusieurs mois de fermeture, ne rouvriront pas faute de trésorerie. Certains commerçants ambulants non plus. Au sein de beaucoup de secteurs l'angoisse monte : viticulture, ostréiculture, cultures maraîchères, vergers, charcuterie artisanale, fromages artisanaux...

La seule solution envisageable pour beaucoup de ces producteurs est de recourir le plus vite possible, dès que les conditions sanitaires le permettront, à la vente directe à la propriété ou dans des espaces publics. Les pouvoirs publics doivent donc faciliter celle-ci au maximum dans les mois à venir.

Des aides spécifiques à la restauration artisanale de qualité doit également être envisagée : il serait dramatique que la restauration rapide se redresse plus vite et mieux que les fleurons de la gastronomie française. L'approche doit donc englober l'ensemble de la filière : producteurs, restaurateur, hôteliers... Il faut sensibiliser à cet enjeu national non seulement les parlementaires mais également l'ensemble des élus municipaux, départementaux et régionaux. La survie de notre agriculture de qualité en dépend.

\* Chroniqueur agricole de l'ACIP, conseiller municipal de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime)

---

## **Chronique agricole**

### **Les éleveurs suspendent la vente de leurs bêtes pour ne plus perdre d'argent**

**par Jérôme Besnard**

La Fédération nationale bovine (FNB), association spécialisée de la FNSEA, elle-même principale organisation agricole française, a appelé mercredi 15 avril dans un communiqué de presse les 142 000 éleveurs de notre pays « à retenir, au maximum, leurs animaux en ferme » comme moyen de pression face aux abattoirs et distributeurs pour obtenir un prix de vente qui ne soit plus inférieur à leurs coûts de production.

« Contre toute logique de marché, le prix payé aux éleveurs continue de baisser », déplore la FNB, « alors que les consommateurs achètent de plus en plus de viandes bovines françaises en grandes surfaces et en boucheries ». Certes, mais la consommation hors domicile des morceaux nobles est stoppée et la hausse des ventes en grande surface concerne avant tout la viande hachée, meilleur marché.

À la fin du mars, suite au déclenchement de la pandémie, la Fédération avait demandé au ministre de l'Agriculture Didier Guillaume d'instaurer « pendant toute cette période d'état d'urgence sanitaire (...) un prix minimum payé aux éleveurs à hauteur de notre coût de production ». La FNB soulignait alors que les animaux de boucherie étaient vendus « à un prix inférieur d'un euro du kilo, en moyenne, à [leur] coût de production ».

Le refus de mettre leurs bêtes dans le circuit commercial est « une décision difficile à prendre pour les éleveurs, car nous avons à cœur de continuer à proposer aux citoyens des viandes de qualité. Mais c'est aussi, malheureusement, la seule option qui nous reste, aujourd'hui », se défend le président de la FNB, Bruno Dufayet, dans le communiqué. Très remonté, il ajoute : « Alors que le gouvernement semble faire de la souveraineté et l'indépendance alimentaires de la France une priorité, cela devrait commencer par assurer le maintien de notre production agricole, en permettant aux éleveurs de vendre leurs animaux à un prix couvrant leur coût de production ! »

Dans son allocution solennelle du lundi 13 avril, le Président de la République a notamment déclaré : « Il nous faudra rebâtir une indépendance agricole. » Au mois d'octobre déjà, lors du sommet de l'élevage, il avait pris la défense des éleveurs face à l'acteur dominant du monde de la viande, le groupe Bigard (champion du steak haché), allant jusqu'à déclarer : « Il y a un acteur qui vous achète la viande au prix le plus bas possible pour faire sa rentabilité, il faut qu'on arrête avec ce système. » Désormais, pour sortir d'une spirale dangereuse pour la survie de leurs exploitations, les éleveurs français attendent des actes.

---

### **Appel pour la réouverture des marchés locaux de plein air par Élisabeth de Pusy La Fayette \***

Depuis un mois maintenant, suite au confinement actuellement imposé dans le cadre de l'urgence sanitaire liée au COVID 19, les marchés locaux de plein air sont fermés. Seuls 35 % ont récemment rouvert. Or leur fermeture met en péril les petites exploitations dont ces marchés constituent le seul moyen, en circuit court, de distribuer leurs produits. De plus cette fermeture entraîne une rupture du lien vital et indispensable entre producteurs et consommateurs, et un changement de leurs habitudes d'approvisionnement de produits frais qu'il est urgent de restaurer

le plus rapidement possible. La situation est d'autant plus grave que l'on se trouve en pleine saison de productions et qu'il s'agit de produits des terroirs, de qualité authentique et de conservation fragile (légumes, fruits, fromage et charcuterie artisanales, fleurs et plants).

C'est pourquoi, nous consommateurs, conscients de la richesse, de la variété de ces aliments que nous proposent nos terroirs car plus que jamais "nous sommes ce que nous mangeons", nous donc consommateurs et acteurs aussi conscients et responsables nous nous associons à nos producteurs locaux auxquels nous sommes attachés et fidèles pour demander la ré-ouverture de tous les marchés locaux auprès de nos collectivités locales, l'expérience ayant montré en ce qui concerne ceux qui sont à nouveau ouverts qu'il est tout à fait possible avec l'appui de toutes les bonnes volontés d'y assurer les conditions de sécurité imposées par le confinement.

En protégeant ainsi nos marchés locaux de plein air nous assurons la pérennité dans nos territoires des petites exploitations, nous reconnaissons le rôle vital des agriculteurs et préservons enfin nos terres nourricières.

\* Pôle Agriculture du Carrefour des Acteurs Sociaux.

---

## **Covid-19**

### **La Chine face à ses responsabilités**

**par Frédéric Aimard**

Le 14 avril, le président Trump a décidé de geler la participation des États-Unis au financement de l'Organisation Mondiale de la Santé, agence de l'Onu qui regroupe 194 États membres contribuant chacun selon un barème décidé en assemblée générale. Le budget de l'OMS est d'environ 5 milliards de dollars. Le gouvernement américain est censé y contribuer pour 22 %. Les sources divergent pour savoir ce qu'il en est. Le gouvernement américain ne paie pas tout ce qu'il devrait de sa cotisation fixe. Mais en revanche il participe volontairement à des programmes complémentaires. Certains disent qu'il contribue à 14 %, d'autres à 23 % du budget... Et faut-il ajouter le financement de la fondation Bill Gates qui représente presque 10 % du budget ? La France est appelée à y contribuer pour presque 5 %, la Grande-Bretagne un peu moins, l'Allemagne 10,5, le Japon presque 10, la Chine presque 8... Mais selon certaines sources, la participation de ce pays monterait à 12 %

Le président Trump, dans un premier temps, avait félicité les autorités chinoises et les experts de l'OMS de leur transparence et de leur bonne collaboration aux débuts de l'épidémie de Covid-19. Cela l'arrangeait car, il avait décidé de prendre ce problème à la légère pour ne pas mettre en péril l'économie américaine. Il s'est rendu compte qu'il s'était trompé et que cela risquait de lui coûter cher électoralement. Il a alors retourné sa veste et a fait porter la responsabilité de son erreur sur l'OMS. Celle-ci avait complaisamment relayé les affirmations des autorités chinoises et notamment leurs chiffres qui, au fur et à mesure que l'on connaît le nombre des victimes dans les autres pays, apparaissent incohérents et invraisemblables.

Ce n'est pas un hasard si les pays qui ont le plus de raisons historiques de se méfier des discours des communistes chinois (Taïwan, la Corée du Sud, le Vietnam ou le Japon) sont aussi ceux qui ont su prendre les bonnes mesures sanitaires à temps et s'éviter à la fois de nombreuses morts et le confinement. On se souvient maintenant que l'ophtalmologue Li Wenliang, qui avait alerté ses collègues médecins dès le 30 décembre 2019, avait été persécuté par la police avant de mourir de l'épidémie et que d'autres médecins et scientifiques chinois, qui l'avaient soutenu, ont disparu de la circulation. L'OMS a attendu le 30 janvier 2020 pour lancer l'alerte à son tour. Un mois d'attentisme et de dénégations... pendant lesquels on aurait sans doute pu sauver des dizaines de milliers de vies dans le monde.

À l'OMS, comme en d'autres organisations internationales, les Chinois ont conquis beaucoup de pouvoir grâce à leurs obligés. Le président actuel de l'OMS est un Éthiopien, ancien marxiste et dont le pays est de plus en plus colonisé par des sociétés chinoises qui louent ou achètent des terres agricoles par des contrats léonins, au détriment des paysans et au profit de politiciens corrompus. Ils font la même chose dans d'autres pays d'Afrique et à Madagascar, s'assurant, par des prêts trompeurs, des alliés pour diriger en sous-main des organisations internationales. Eh bien désormais, ils doivent assumer les conséquences de leur pouvoir. Il leur revient d'aider à réparer les erreurs commises. À la suite de la déclaration du président Macron sur la remise des dettes à l'Afrique, il va déjà falloir qu'ils se positionnent sur ce sujet-là. Quant à une responsabilité plus grave – l'éventuelle contamination à partir du laboratoire P4 de Wuhan : ce serait alors un équivalent de Tchernobyl pour l'Union soviétique ! – les commissions d'enquête lancées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, ou celle réclamée par l'Australie, vont les mettre au pied du mur... Si du moins le président Trump va jusqu'au bout de son actuelle détermination. Cela dépendra du nombre de morts américains.

---

**Humeur**

**Merci la Poste**

**par Loïk de Guébriant**

Abonné à un quotidien national, je finis certes par le recevoir, à raison de deux ou trois exemplaires, trois fois par semaine. La Poste veut-elle la mort de la presse ? Veut-elle sa propre mort ? Veut-elle la fin du courrier ? Doit-on incriminer ses salariés, ses syndicats, ses patrons ? Je n'en sais rien. Les trois quarts des bureaux de Poste, qui assurent pourtant des services vitaux pour la population sont aussi fermés ! Alors, critiquons le libéralisme et la finance, mais méfions-nous des « services publics » à la française, ce n'est pas la panacée !

---

**Humeur**

**Le nœud au mouchoir**

**par Adrien Boros**

Ce matin. La radio que j'écoutais annonçait fièrement être une des seules dont les journalistes cherchent la vérité et la diffusent à l'attention de leurs auditeurs, procèdent à de véritables investigations et évitent de faire juste le « buzz » comme d'autres... J'étais à mon tour satisfait d'être... sur la bonne longueur d'onde.

Pourquoi alors, un doute m'a traversé en entendant, cinq minutes après, l'annonce, avec beaucoup d'insistance, des 2 000 morts de Corona virus aux États-Unis. Le chiffre était martelé, la formulation presque indécente et le message subliminal aurait pu être celui d'un article récent paru dans la presse « Trump, longtemps dans le déni, a précipité le désastre sanitaire dans son pays » (*L'Obs*). Le nombre de décès en France vendredi dernier fut de 761. Nous n'avons pas besoin d'un bac S pour faire un petit calcul : le ratio des décès, par rapport à la population, est, pour l'instant, près de trois fois plus élevé en France qu'aux États-Unis. Bien sûr, on pourrait toujours avancer l'hypothèse que les États-Unis, comme la Chine, ne fournissent pas les vrais chiffres...

À propos de la Chine justement, un éminent Prix Nobel, certes vieillissant, le professeur Luc Montagnier soutient que le Corona virus fut « fabriqué » dans ce fameux laboratoire de Wuhan. De quoi renforcer les thèses complotistes. Formidable buzz. Les médias passent l'information en boucle et organisent des débats pour/contre, vrai/faux, raisonnable/stupide... S'il vous plaît, quelqu'un pourrait peut-être proposer simplement que l'OMS, à l'instar de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique), les deux institutions ayant comme « maison-mère » l'ONU, exige de la Chine, un contrôle équivalent à celui exercé par l'AIEA en Iran en matière nucléaire ? Peu efficace, on peut toujours dissimuler certaines données et les contrôles de l'AIEA sont aujourd'hui au point mort ? C'est sûr. Mais au moins la communauté internationale pourrait éventuellement

savoir si la sécurité de ce laboratoire répond à des normes précises, et si le pourcentage des malades du Corona Virus parmi le personnel qui y est affecté, est équivalent ou non, à l'ensemble de la population de Wuhan ? Si effectivement la pandémie « s'est échappée » de ce laboratoire, n'est-ce pas tout son personnel, malheureusement, qui devrait en être atteint ?

Et puis, on aimerait aussi que nos journalistes aient de la suite, non pas dans les idées mais dans les informations diffusées... On nous a bien dit que préparer un vaccin prendra du temps... On le sait, cela fait vingt ans qu'on en cherche un contre le sida... Mais les tests ? Rappelez-vous. « Le Professeur Raoult ? Un charlatan, ses tests ne sont pas fiables ! Non, regardez les guérisons, c'est un génie ! Pour avoir le cœur net un test selon les protocoles de l'Académie est en cours. Les résultats ? Dans 2 semaines... ». C'était il y a un mois... On veut bien entendre que ce n'est pas si simple, que les résultats obtenus ne départagent pas nettement les contempteurs des laudateurs et que des tests complémentaires seront nécessaires pour y voir clair. Mais, de grâce, messieurs et mesdames les journalistes, faites donc un nœud à votre mouchoir pour ne pas oublier de reparler de cette information lancée sur les ondes et dont on attend la suite... Oui, je sais, « le nœud dans le mouchoir » c'est fini... ils sont dorénavant à usage unique !

---

## **Vu du ciel**

### **Pandémie sur Terre : espoirs dans l'Espace**

**par Philippe Buron Pilâtre**

Même si les ingénieurs et spécialistes des vols dans l'Espace sont confinés à leurs domiciles respectifs, ils n'en suivent pas moins l'évolution des activités dans l'Espace. Cette semaine, forte actualité avec à la fois retour sur terre de 3 astronautes, la sonde (Europe et Japon) BepiColombo qui photographie la Terre avant de poursuivre son voyage vers Mercure. Et la découverte d'une exoplanète jumelle de la Terre.

Une pandémie ne peut arrêter le programme spatial. Retour sur terre vendredi 17 avril de 3 astronautes dont Jessica Meir (USa) qui, avec sa collègue Christina Koch a été la première à réussir une sortie dans l'espace (100 % féminine). L'équipage a atterri dans les plaines du Kazakhstan (Russie).

Même si des ajustements sont nécessaires, les Américains prévoient toujours d'envoyer trois astronautes à bord de Space X le 27 mai prochain à destination de l'ISS. Un exploit pour ces derniers qui ne seront plus obligés d'utiliser le lanceur russe pour la poursuite de la conquête spatiale.

Et pour fêter ce retour, la NASA va utiliser de nouveau son fameux logo rouge utilisé avant l'arrêt de leurs navettes spatiales.

BepiColombo est un projet commun pour l'Europe et le Japon. Lancée en octobre 2018, la sonde est passée à moins de 13.000 km de la Terre et en a profité pour photographier notre planète. Cette sonde a la particularité d'être entièrement à propulsion électrique. Avant d'être satellisée autour de Mercure en 2035, elle aura parcouru un peu plus de 8,5 milliards de km.

Enfin une grande nouvelle passée un peu inaperçue : la découverte d'une exoplanète jumelle de la Terre (presque de même taille) et potentiellement habitable qui avait échappé aux astrophysiciens sur les images données par le télescope spatial Kepler. Elle est située à 300 années-lumière de la Terre, mais focalise depuis quelques jours toutes les attentions des spécialistes.

---

## **Lectures**

**par Catherine Pauchet**

### **Roman**

#### **Les parapluies de Vic**

À Vic-sur-Cère, Hélène Vitarelle est connue pour faire la pluie et le beau temps. Dirigeante d'une entreprise de parapluies, cette femme despotique est crainte de sa famille et de ses employés. Nul ne s'avise de la contredire alors, quand elle est assassinée, c'est le choc et... le soulagement. L'enquête rondement menée conduit à l'incarcération de Jacques Naucelle, son gendre (et amant). D'ailleurs l'accusé signe ses aveux en se suicidant dans sa cellule. Nina, la maîtresse de Jacques, est persuadée de son innocence. Avec sa tante Joséfa, elles se font embaucher chez les Vitarelle. Sylvie Baron vous le dit : la famille, un vrai nid de vipères !

« Un coin de parapluie », Sylvie Baron, Calmann-Lévy, 336 p., 19,50 €.

### **Uchronie**

#### **Quand les Turcs régnaient sur la France**

Et si, en 1683, les Turcs avaient battu l'armée du roi de Pologne, Jean Sobieski, et non le contraire ? L'écrivain libanais Raymond Houry nous offre une uchronie (une réécriture de l'histoire)

passionnante. Istanbul, 1682. Un homme tatoué s'introduit dans la chambre du sultan Mehmed et lui propose un stratagème pour s'emparer de Vienne. Paris, 2017. Depuis des siècles, la ville est sous domination ottomane. Le sultan Abdülhamid fait face aux islamistes radicaux. Un homme blessé est amené aux urgences. Ses tatouages intriguent les médecins.

« Le secret ottoman », Raymond Khoury, Les Presses de la Cité, 594 p., 22 €.

## **Religion**

### **Confinement**

Le confinement, les Bénédictins le pratiquent chaque jour, dans le recueillement et la joie. En soixante-treize chapitres, l'historien Daniel-Odon Hurel nous fait pénétrer dans l'intimité de cet ordre présent sur les cinq continents. Le suivi de la « Règle de saint Benoît » fonde la vie des abbés dans les monastères. Tous les aspects de leur organisation sont abordés : oblats, tenue pendant la psalmodie, rôle du portier, introduction des réseaux sociaux... Si les Bénédictins respectent la tradition, ils n'en sont pas moins des hommes de la modernité.

« Les Bénédictins », sous la dir. de Daniel-Odon Hurel, Robert Laffont, coll. Bouquins, 1 344 p., 32 €.

## **Revue**

### **Famille et pouvoir**

Il y a les mères adoratrices, manipulatrices, castratrices, indignes. À travers des couples mémorables (Agrippine et Néron, Louise de Savoie et François 1er, Napoléon et Letizia...), Historia retrace la complexité des relations mère-fils quand il s'agit de gouverner. Autres sujets traités : l'énigme Louis XVII, Roman Ungern-Sternberg, l'embarquement forcé pour la Louisiane, les Médicis et la conquête de l'alun...

« Mère et fils au pouvoir », Historia, avril 2020, 5,70 €.

---

## **Dans l'Antiquité avec des livres**

**par Jean Étèvenaux**

Dans ces temps de confinement, on saisira avec intérêt l'occasion de remonter dans le temps, aux sources de notre civilisation. Préparée par les Grecs et organisée par les Romains, celle-ci a connu les coups de butoir des peuples qui — déjà ! — voulaient profiter des avantages d'un monde où l'État assurait la vie quotidienne avec « *du pain et des jeux* ». Un certain nombre de titres permettent de retrouver cette longue époque, commencée avant notre ère et qui s'achève avec le Haut Moyen-Âge.

On suit évidemment avec plaisir Sylvain Tesson dans son *Un été avec Homère* (Paris, Équateurs / France Inter, 2018, 256 pages). On avance ensuite avec Peter Green pour parcourir *Les guerres médiques 499-449 av. J.-C.* (Paris, Tallandier, 2012 [édition originale : 2011], 686 pages), pour rappeler l'ancienneté de l'opposition entre l'Europe et l'Asie. Celle-ci, il est vrai, aura semblé transcendée par l'empire romain établi sur les trois continents qui jouxtent la Méditerranée. On se plongera donc avec passion dans l'approche d'Alexandre Grandazzi décryptant *Urbs. Histoire de la ville de Rome, des origines à la mort d'Auguste* (Paris, Perrin, 2018, 768 pages). Pour s'y reconnaître, on consultera avec profit Christophe Badel et Hervé Inglebert à travers leur *Grand atlas de l'Antiquité romaine* (Paris, Autrement, 2019 [1<sup>re</sup> édition : 2014], 192 pages). Bien sûr, il reste difficile d'oublier, avec Yann Le Bohec l'aspect militaire qu'il retrace dans *l'Histoire des guerres romaines* (Paris, Tallandier, 2017, 608 pages). Mais d'autres aspects ne peuvent être négligés : les occupations enfantines avec *Ludique. Jouer dans l'Antiquité* (Paris, Éditions Snoeck, 2019, 144 pages) et une sensibilité presque larmoyante décrite par Sarah Rey dans *Les larmes de Rome* (Paris, Anamosa, 2017, 256 pages). Deux empereurs de la première dynastie revivent : *Tibère* (Paris, Flammarion, 2017, 352 pages) avec Robert Turban et *Néron* (Paris, Perrin, 2019, 288 pages) avec Catherine Salles.

Quant à la fin, tout au moins en Occident, elle est évoquée de façons différenciées : Jean-Christian Lambellet s'interroge : *Qu'est-il arrivé à l'empire romain ? Essai d'explication par un économiste* (Genève, Slatkine, 2018, 254 pages). Bertrand Lançon essaie de minimiser *La chute de l'empire romain. Une histoire sans fin* (Paris, Perrin, 2017, 354 pages). Peter Heather axe sa réflexion sur *Rome et les Barbares. Histoire nouvelle de la chute d'un empire* (Paris, Alma éditeur, 2017 [édition originale en anglais : Basingstoke, Macmillan, 2005], 640 pages).

Si on essaie de les comprendre de l'intérieur, on se plongera dans l'étude dirigée par Bruno Dumézil sur *Les Barbares* (Paris, Puf, 2016, 1508 pages). Philippe Henne en étudie un aspect particulier dans *Les invasions barbares. Les Évangiles et les Pères face aux migrations* (Paris, Cerf, 2016, 162 pages). Gilbert Kaenel s'attache à un cas spécifique lié à la geste de Jules César, *L'an -58. Les Helvètes. Archéologie d'un peuple celte*, Lausanne (Presses polytechniques et universitaires romandes, 2016 [1<sup>re</sup> édition : 2012], 152 pages), tandis que Yannick Lecerf tente de faire le

point sur *Bretons et Celtes. Les incertitudes de la celtitude. Quand le monde de l'archéologie s'interroge* (Le Coudray-Macouard, Saint-Léger, 2017, 194 pages).

Enfin, aux limites géographiques et historiques du sujet, se trouvent les Scandinaves. Joël Supéry retrace *La saga des Vikings. Une autre histoire des invasions* (Paris, Éditions Autrement, 2018, 272 pages). Jean Renaud, lui, se penche sur *Les dieux des Vikings* (Rennes, Ouest-France, 2018, 256 pages).

---

## Philologie

### Du français en 2 mots...

Par Adrien Boros

En ces temps de confinement, nous avons commencé une collection assez insolite. Il s'agit de mots ou expressions d'origine anglaise ou américaine, à l'origine tous en deux mots, qui sont devenus, au fil des ans, d'une utilisation internationale... certains ayant gardé le petit trait d'union et certains l'ayant perdu...

Ainsi, dans un **flash-back** (qui, curieusement, a son équivalent en français, mais quasiment jamais utilisé, c'est l'analapse...), parmi les plus anciens à mon avis, on pourrait inscrire le **tram-way** et tous les sports dont les noms composés n'ont pas d'équivalent en français : le **foot-ball**, **volley-ball**, **base-ball**, **soft-ball**, **basket-ball**, **hand-ball**, **water-polo**, **moto-cross**, **skate-board**, **roller-skate**, **snow-board**, **kick-boxing**, et le plus récent, le **break-dance** et le **cross-country** mais pas le **flash-ball** qui n'est pas un sport de loisirs... etc.

Toujours parmi ces mots déjà anciens, on peut noter ensuite les **cow-boys** (qui n'étaient pas forcément des **gentlemen**), les **week-ends** et les **pin-up**, vous savez, ces starlettes dont les photos étaient souvent punaisées dans les chambres des ados (ou même post-ados...), dans les camions de routiers sympas ou dans les vestiaires des sportifs musclés... Souvent d'ailleurs les pin-up faisaient du **strip-tease**, (mot qui vient de strip, déshabiller et tease, taquiner) en enlevant leurs **baby-doll**, ou éventuellement, étaient **call-girls** ou dansaient le **hula-hoop** (danse créée en 1958).

Mais tout cela est un peu **has-been** pour les « vieux » du premier **baby-boom**, car aujourd'hui le temps est plus court et nous sommes pressés : l'heure est au **speed-dating**, au **fast-food** (même si c'est du **junk-food**), et si on n'a pas le temps de finir son **breakfast**, mot qui veut dire « casser le jeûne » (de la nuit précédente...), on demande un **doggy-bag**... Surtout si les portions de **spare-ribs**, **hot-dog** ou **cheese-burger** étaient **king-size**... À moins qu'on prenne juste du **pop-**

**corn** dans un **snack-bar** ou dans un **self-service**... D'ailleurs les courses au **super-market** ou au **drug-store**, le cinéma et bien d'autres démarches, on les fera grâce au **drive-in** le plus proche.

Actuellement c'est surtout le monde du travail qui concentre dans ses **work-place** la plupart des nouvelles « entrées » et la crème de **la high-tech**... Ainsi, dans les **open-space** de **co-working**, dans ces espaces de **flex-desk** (bureaux flexibles, non attribués) les **paper-board** disparaissent au profit du « dématérialisé » et dans les **fab-lab** il est question de **smart-phone**, **hang-out**, **software** et où l'utilisation des « applis » est si courante... Car, qui ignore encore de nos jours **snappchat**, **face-book**, **face-time**, **photo-shop**, **instagram** etc. ?.. Nous sommes tous pendus à **la newsletter** de « la boîte » et le **webmaster** est dans les **starting-blocks** et se faisant un devoir de nous aider à utiliser au mieux notre **webcam**, à envoyer nos documents grâce au **drop-box** ou **we-transfer** ou enfin, les classer sur le « **cloud** ». Les recherches sont aujourd'hui facilitées par **l'open-data** mais tout en se méfiant du **dark-net**... Attention ! Parfois « **the big boss** » débarque faire sa **master-class** et demandera à la dernière **start-up** arrivée, de lui faire un **pitch** (synthèse du projet), au sujet de son **business plan** !.. D'ailleurs il paraît que le **burn-out** guette les membres des **think-tanks**... quand ce n'est pas le **bore-out** (l'ennui profond d'un travail qui nous barbe...) ou même, le nouveau concept de **brown-out** (baisse de tension du salarié à qui on confie trop de tâches absurdes à réaliser !). **Dream-team** cherche **crowd-funding** !.. Mais, à force d'épuisements et arrêts maladie on finira **border-line** avec un **pace-maker** !.. Après ce travail **non-stop**, vivement la **happy-hour** pour se détendre... Au moins le **dress-code** au travail est allégé... Mais il semble que nous sommes de plus en plus surveillés comme si l'immense **fish-eye** de « **big brother** » serait braqué en permanence sur nous... avec le **walkie-talkie** collé à l'oreille et sans oublier les **fake-news** qui nous polluent la vie... De quoi envisager un **sit-in** pour protester, à moins que cela vous convienne, et dans ce cas une **standing ovation** s'imposera...

Dès que possible nous essaierons, grâce peut-être à une **blind-date** réussie, de nous échapper en charmante compagnie en prenant, comme des vrais **business-men**, des billets en **business-class** (au diable les **low-cost** !), et en nous arrêtant faire notre shopping au **duty-free** avec la **girl-friend** du moment pour les cadeaux en vue d'un **birth-day party** (un **after-shave**, ou une bouteille de **cherry-brandy** ?..), sans oublier de louer à l'avance notre **cross-over** (modèles récents qui mélangent deux types de véhicules), peut-être avec **hard-top** et si on est très sportif, on essaiera un **side-car**. Espérons que le **road-trip** sera **tip-top** mais surtout, évitez les **go-fast** !.. À l'arrivée, vite un **roof-top** ou le **pent-house** pour échanger sur les dernières œuvres de **pop-art**, siroter un **soft-drink** ou un **cocktail** maison... Le nouveau **bar-tender** (qui a remplacé un vieux **barman**), vous proposera le mythique **bloody-mary** (qui aura 100 ans l'année prochaine !..) mais attention, ce n'est pas **open-bar** partout !.. Après le **coffee-shop** peut-être une soirée en **night-club** ? Vous éviterez celui où la chanteuse se produit uniquement en **play-back** et vous choisirez plutôt le club

ou le DJ (**disc-jockey**) acceptera peut-être votre **play-list** et ou vous aurez droit au **fox-trot, one-step, quick-step, slow-fox** et aussi au **rag-time**... Oui, bien sûr cette musique d'un autre temps est aujourd'hui largement remplacée : surtout par **la tech-house** et aussi **hard-core, funk-rock, hip-hop** et les autres **black-metal, crust-punk, pop, dance, house, rap, soul, blues**...

Vous êtes fatigués ?.. Retour à la maison qui est probablement équipée d'un **home-cinema** avec enceintes **surround**. À la télé vous regarderez les **cold-case** pour essayer de trouver les coupables avant la fin de l'émission, les présentations de **crash-test** pour anticiper sur l'achat de la prochaine voiture et le **street-art** dans les programmes culturels. En **re-play** vous chercherez la dernière course de **steeple-chase**, une **flash-mob** marrante ou simplement un **talk-show** dont on parle... ou simplement un **live** sur un **web-radio**... Si vous êtes seuls (en supposant que la charmante compagne ait trouvé un autre **boy-friend** de la **jet-set** pour faire un tour à la **rave-party** ou ils seront entraînés par une musique **underground**), le **chat-bot** sera de bonne compagnie, sinon, à défaut d'un **food-porn** (partage sur le web de photos de plats ou préparations appréciées par l'auteur), on finira peut-être avec un **cos-play** (jeu qui consiste à se déguiser, costumes et coiffures comme les héros de manga par exemple)... Et, on ne sait jamais, en cas de coup de **spleen** (vieil anglicisme déjà utilisé par Victor Hugo !..), n'oubliez pas, un compagnon indéfectible... votre **fox-hound** anglais (quant aux **pit-bulls, bulldog**, et autres **fox-terriers**, je ne saurais vous prodiguer des conseils...).

Et quoi d'autre à rajouter ?.. Toute notre vie dans un **time-lapse** (dont le contraire est **l'overcranking**) de 5 min maxi ! Allez, **bye-bye** !

Attention, ce papier est soumis au... **copy-right ! LOL (laughing out loud)**

NB pour les puristes : les avis étant partagés, les traits d'union et le pluriel des anglicismes collectés, ont été utilisés de façon un peu aléatoire et nous prions les lecteurs de bien vouloir nous excuser.

---

## Chroniques Dynastie

eSwatini

Le roi se meurt-il ?

par Frederic de Natal.

« Le roi n'est pas malade » affirme le gouvernement de l'eSwatini. Mswati III se meurt-il ? C'est la question que se pose les Swazis depuis quinze jours. Absent de toutes cérémonies, les informations sur la dégradation de l'état de santé du souverain se sont multipliées. Le roi absolu de l'ancien Swaziland aurait contracté le covid-19 et rendrait l'âme en toute discrétion dans un hôpital de ce royaume, situé en Afrique Australe. Le gouvernement royal dément l'information et accuse l'opposition exilée de propager des « fakes news ».

Avec une dizaine de cas recensés de covid-19, le royaume de l'eSwatini n'a pas tardé à fermer ses frontières avec l'Afrique du Sud voisine, confinée comme une grande partie du continent à l'instar de l'Europe. Selon la presse zimbabwéenne, Mswati III, qui règne sur une population d'un million d'habitants, serait gravement alité au Manzana Royal Hospital. Le roi agoniserait même selon divers médias qui affirment que le souverain aurait contracté le covid-19 après avoir rencontré une délégation venue de Taïwan. Les rumeurs les plus folles ont déjà parcouru tout le royaume qui s'interroge sur l'absence de son « Grand Éléphant » de toutes les cérémonies traditionnelles. « Il va très bien et dirige le Cabinet du Palais. Il rencontre le Premier ministre et le ministre de la Santé de temps en temps. Nous ne voulons pas qu'il soit exposé » a tenté de rassurer le ministre des Affaires étrangères, Thuli Dladla, interrogé par Voice of America (VoA). C'est vent debout que le gouvernement royal est monté au créneau afin de démentir cette information, accusant l'opposition en exil d'avoir orchestré une campagne contre la monarchie. « C'est une tentative pour semer la confusion et la panique. Ceci est inacceptable et épouvantable » a déclaré Sabelo Dlamini, le porte-parole du gouvernement qui refuse néanmoins de dire où se trouve le roi.

Monarchie absolue, on ne badine d'ailleurs pas avec la santé du roi sans courir le risque de se retrouver embastillé. Le 11 avril dernier, le journaliste Zweli Martin Dlamini, rédacteur en chef du Swaziland News, a osé écrire un article sur l'état de santé du monarque. Et il a subitement disparu par la suite. L'opposition affirme que sa résidence a fait l'objet d'un raid et qu'il serait aujourd'hui activement recherché par la police pour ce crime de lèse-majesté.

Souverain de l'eSwatini (ex Swaziland) depuis 1986, Mswati III fait régulièrement l'objet de critiques pour son style de vie luxueux et ses dépenses excessives alors que la quasi-majorité de ses sujets vit avec à peine 2 dollars par jour.

---

**Un Lord « so british » au chevet des services de santé**

**par Frédéric de Natal**

C'est l'un des célibataires le plus convoité du Royaume-Uni. À 29 ans, « Sa Grâce » Lord Hugh Grosvenor, septième duc de Westminster, a créé le buzz. En faisant un don record de plusieurs millions d'euros afin de soutenir le National Health Service (NHS), le système de santé britannique, le parrain du prince George de Cambridge a redonné le sourire à un pays frappé de plein fouet par la pandémie de covid-19.

Sa fortune se chiffre en milliards de dollars car il possède deux quartiers de Londres. Cet amateur de cricket, éduqué dans les meilleures universités du pays, travaillait pour une start-up spécialisée dans le recyclage de déchets pour en faire du bio-carburant avant de reprendre les entreprises immobilières de sa famille, au décès de son père en 2016. « Je veux remercier chaleureusement tout notre incroyable personnel du NHS et tous ceux qui fournissent des services essentiels de première ligne. Nous devons faire preuve d'humilité et sommes incroyablement reconnaissants pour tout ce que vous faites sans relâche afin de nous garder en sécurité et permettre au pays de continuer à fonctionner » peut-on lire dans le communiqué officiel du jeune aristocrate. « Le personnel du NHS et les travailleurs clés ne travaillent pas de manière isolée. Je n'oublie pas qu'ils ont des enfants et des familles dont la santé et le bien-être seront également fortement affectés par cette crise » ajoute-t-il.

Quinze millions d'euros. C'est le montant du don effectué par le duc de Westminster. Le second. En mars dernier, il avait déjà versé deux autres millions au NHS afin d'aider les services de santé. Et il a, en parallèle, mis en place un fond de charité afin d'aider les familles mises en difficulté par le coronavirus « Je souhaite leur fournir autant de soutien que possible à eux et à leurs familles » explique Hugh Grosvenor plutôt discret habituellement dans les médias.

Le duché de Westminster a été créé en 1874 par la reine Victoria qui appréciait cette famille, soutien de longue date à la maison royale et qui cousine avec les Windsor. Hommes politiques ayant marqué le règne de trois souverains successifs, les Grosvenor ont su faire fructifier un vaste domaine hippique dont la fortune est symbolisée par l'extravagant château néo-gothique d'Eaton Hall. Parmi les membres de cette famille, dont la vie n'est pas sans rappeler la fameuse série « Downton Abbey », Hugh Grosvenor (1879-1953) qui fut un des amants de Gabrielle « Coco » Chanel, un admirateur d'Adolf Hitler et qui possédait des bijoux de la couronne de France.

---

**Tribunes**

**Société**

## **Le jour d'après, c'est demain...**

**par Fabrice de Chanceuil**

Le jour d'après, c'est-à-dire le lendemain de la crise, qui pouvait paraître lointain il y a encore quelque temps, se rapproche petit à petit. En indiquant, dans sa dernière intervention télévisée, que le confinement auquel est soumise la population depuis un mois commencerait à être levé le 11 mai prochain, le président de la République a tracé l'esquisse d'un horizon. Cela dit, après la crise, ce pourrait être encore la crise car, aux problèmes sanitaires, risque de se substituer une catastrophe économique après deux mois de quasi-inactivité.

Pour autant, la pire des solutions serait de céder à la tentation du rattrapage, en accélérant un mode de développement en partie responsable de la situation actuelle et dont la suspension forcée a montré, en creux, les bienfaits de son absence avec un air peut-être plus respirable, une nature reprenant parfois ses droits, un sens plus aigu de la responsabilité collective, une attention portée aux plus fragiles, une consommation centrée sur l'essentiel des besoins et bien d'autres avantages encore.

La crise du coronavirus est donc l'occasion unique, celle-ci surmontée, de partir sur des bases complètement nouvelles pour construire l'avenir. C'est l'idée exprimée dans la suggestion de la constitution d'un Conseil national de la Résilience (CNR) s'inspirant du Conseil national de la Résistance créé avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour en concevoir les lendemains. Au regard de l'expérience acquise au cours des dernières semaines, le programme du nouveau CNR pourrait utilement s'appuyer sur les 4 S : souveraineté, sûreté, solidarité et sobriété.

De nombreuses contributions, de ci de là, s'inscrivent déjà dans cette perspective.

Ainsi, Henri de Grossouvre, directeur de la prospective chez Suez, évoque l'exigence de souveraineté qui rejoint le souci de relocalisation des productions depuis longtemps exprimé par les écologistes : « La relocalisation va s'imposer comme un des plans de relance post crise (car elle) peut concilier souveraineté industrielle et sanitaire et circuits courts ».

Une telle perspective suppose un complet renversement de notre économie où, depuis plusieurs années, les financiers ont pris le pas sur les industriels. Comme l'écrit l'économiste Pierre-Yves Gomez : « La pandémie nous donne l'opportunité de réguler une machine économique spéculative devenue folle qui fragilisait les ressources humaines et environnementales, mais aussi les ressources de sens, en faisant de la course et de l'agitation, un mode de vie épuisant ». L'écologie humaine rejoint le développement durable car « la crise offre une opportunité historique de réorienter l'épargne des ménages vers des dépenses permettant de construire une économie utile et soutenable ».

Toutes ces préoccupations se retrouvent également dans la tribune que le prince Jean d'Orléans, Comte de Paris, a donné à l'hebdomadaire *Marianne* dans son édition du 15 avril. « Le jour

d'après ne saurait être celui de la reprise des anciennes pratiques » indique-t-il d'entrée, ajoutant presque immédiatement : « La France doit retrouver sa souveraineté » en insistant sur la souveraineté sanitaire « en relocalisant (la) production de matériel médical et de médicaments » et la souveraineté numérique alors que « plusieurs services de l'Etat sont dépendants d'un système d'exploitation non souverain ».

De la même manière, le Prince indique que « les mauvais effets de la mondialisation... nous obligent à repenser notre modèle de développement », faisant sienne également l'exigence d'écologie humaine en mentionnant « c'est dans la perspective de développement de l'homme tout entier - et non du seul producteur-consommateur – qu'il faut envisager le redéploiement de nos activités ». Soulignant l'importance de « la solidarité familiale, entre voisins, entre professionnels du même secteur ou auprès des élus locaux », le chef de la Maison de France fait une proposition s'inscrivant totalement dans l'esprit du CNR à savoir la résurgence du Plan « qui joua un rôle décisif dans la reconstruction de notre pays après la Deuxième Guerre mondiale » et qui pourrait être « à nouveau, l'instrument de notre renaissance ». Royale idée !

---

## **Du civisme selon notre bon vouloir.**

### **par Christian FREMAUX avocat honoraire**

« Confinée, confinée, est-ce que j'ai une gueule de confinée » aurait peut-être dit Arletty si elle était encore en activité en se promenant sur la passerelle au-dessus du canal Saint-Martin à Paris allant vers l'hôtel du Nord, alors qu'elle serait contrôlée par un agent de police à vélo dans le cadre des mesures sanitaires actuelles ? Le cinéma permet tous les rapprochements même les plus improbables.

Tout le monde a une bonne raison pour sortir de son domicile et s'exposer au coronavirus qui ne distingue pas ceux qui sont de bonne foi et les autres. Dans un sketch célèbre, Coluche accompagné de sa femme et de son chien est dans sa voiture et peste coincé dans les embouteillages. Il dit avec son langage direct : « Mais où ils vont tous ces cons-là ? Nous on se le demande avec ma femme, car nous on va chez sa mère ! ». Le confinement me donne l'occasion de parler de civisme et de déplorer de façon générale que nous manquions du sens de la responsabilité, c'est-à-dire de ce que l'on doit aux autres. J'espère que l'épreuve que nous subissons nous conduira à être dans tous les domaines et notamment celui de la démocratie et de la solidarité, moins désabusés, moins cyniques, moins égoïstes. Il faut y croire.

Selon les dernières statistiques, il y aurait eu 11 millions de contrôles pour vérifier les attestations de déplacement dérogatoire qui auraient entraîné la constatation de près de 800 000 infractions, i ce qui est beaucoup dans un pays d'environ 47 millions de majeurs électeurs, et des centaines de gardes à vue (on parle de 1 700 !) pour ceux ou celles qui ont franchi la ligne rouge ou dont le comportement a été outrageant voire violent. Les tribunaux ont été saisis et déjà des peines de prison ferme ont été prononcées.

Il faudra dresser quand on aura envie de rire, le bêtisier des excuses proférées avec impudence pour prétendre que l'on est en règle : c'est à pleurer et par moment surréaliste. Il faut aussi préciser pour être juste que parfois l'agent verbalisateur a eu une interprétation très personnelle voire ridicule ou désastreuse des consignes. Les juges trancheront.

Je n'accuse pas – ce n'est pas ma tendance et je suis avocat – mais, comme citoyen, je constate que des habitants de certains quartiers mettent moins de bonne volonté que d'autres pour respecter la règle du confinement sous des prétextes sociaux, de manque d'espace chez eux, ou culturels au sens large pour ne stigmatiser aucune croyance voire tout simplement parce qu'ils n'acceptent par principe aucune autorité serait-elle sanitaire pour les préserver eux ou leur famille et que tout contrôle est considéré comme une agression et une discrimination qui méritent des représailles. C'est un débat récurrent sur la sécurité qui se poursuit et qu'il faudra bien régler un jour, sauf à baisser les bras définitivement, laisser faire, donner toujours plus, et prier pour ceux qui croient que rien n'arrivera, ni émeutes, ni revendications ni désordres, avec la disparition des trafics ! Puisqu'on dit que rien ne sera comme avant, faisons-en sorte que cela ne soit pas qu'une parole verbale.

Tout ceci est un problème de civisme, ce vieux mot qui n'a pas encore pénétré le nouveau monde – qui est mal en point ce jour – promis par notre jeune président qui se bat dans la tourmente comme il peut, soyons honnêtes, surtout que l'État a montré des carences et que les médecins et divers experts ne sont pas unanimes sur les solutions à choisir.

Selon ceux que je critique, la loi est faite seulement pour les autres « puisqu'elle a été élaborée et votée par des élites que je déteste, les parlementaires que je ne reconnais pas et pour qui je ne me suis pas déplacé pour mettre mon bulletin de vote dans l'urne et que je soupçonne de n'en faire qu'à leur profit, en nous méprisant sans nous donner nos chances » (sic selon moi). Pour ceux qui ne veulent faire aucun acte civique l'État est en faute : il n'a fourni ni masques, ni gel, et il n'y a aucune raison individuelle de respecter un confinement arbitraire dont l'efficacité n'est pas prouvée. D'autant plus que les médicaments seraient pour des privilégiés les riches ou les proches du docteur Raoult... On n'est donc pas civique pour des raisons que l'on estime justes et vraies bien que théoriques et non prouvées bien sûr. Le soupçon fait office de certitudes et de prétexte pour être rebelles.

Pour les délinquants occasionnels (parfois avec casier judiciaire quand même) se croyant légalistes et dans leur bon droit, ils ajoutent que les avocats quand ils reprendront le chemin de leurs cabinets et des palais de justice, plaideront avec des arguments de droit que je ne développe pas, la nullité des poursuites, l'illégalité du confinement, l'absence de bases légales pour limiter des libertés individuelles, la violation des libertés publiques constitutionnelles fondamentales, et que les ministres comme le premier d'entre eux seront poursuivis. D'autant plus que l'on a relâché des prisons par anticipation 10 000 condamnés...

Ce qu'on retient de cette absence de civisme – qui est une tendance lourde de notre société – c'est que beaucoup de gens doutent de la parole publique et ce n'est pas nouveau. Ces citoyens qui ne savent pas bien ce que cette conquête sociale veut dire, considèrent que le civisme est une notion à option au choix, qui n'est valable que si elle leur rapporte personnellement un avantage. C'est donc un droit individuel et pas un devoir au bénéfice de l'intérêt collectif.

Or la loi et les mesures contraignantes qui en découlent souvent sont l'émanation de la volonté générale, ont des motifs sérieux et servent à tout le monde. Je ne prétends que tout est parfait, que nos parlementaires ont la science infuse, que le pouvoir exécutif ne commet ni erreurs ni fautes, ou qu'il fait des choix merveilleux où il n'y a que des gagnants, y compris pour ceux qui attendent tout sans faire le moindre effort ne serait-ce que moral, ou qui ont des stratégies particulières. Je ne suis pas naïf et je connais un peu les jeux du pouvoir et de la politique sans oublier l'appétit de la finance mondialisée.

Mais la société ce qu'on appelle la communauté nationale va au-delà des obligations structurelles et à court terme. La nation ne se résume pas à faire confronter ou cohabiter les individus et les groupes ; à créer volontairement des inégalités ; à poursuivre tel ou tel par principe ; à écarter tel autre ; à favoriser certains ; à faire exploiter le plus grand nombre au profit d'une minorité ; à comploter pour tout et rien ; à provoquer la division... Je crois au contraire en l'union des différences au service d'un destin commun, dans notre démocratie, notre état de droit, nos institutions, nos élections libres, notre parlement, notre justice, sous l'œil attentif et critique des médias donc de l'opinion publique qui est prompte à s'enflammer puis de passer aussi vite à autre chose. Les idoles sont déboulonnées à peine écloses. Certes il y a des manques et des insuffisances car nous ne sommes que des hommes et des femmes avec nos qualités et nos défauts. Dieu s'il existe a été remplacé par ceux qu'il a créés.

Mais comparons-nous avec les autres peuples sur la planète, voyons comment nous la cinquième ou sixième puissance du monde nous réagissons : les USA, pays le plus riche du globe, est celui qui est le plus atteint par le coronavirus. La Chine d'où vient la maladie, a mis un genou à terre. Les autres pays européens et la Russie essaient de limiter les dégâts. Je ne veux pas évoquer le

sort dramatique de nos frères africains, et celui de ceux très nombreux qui, en plus, sont en guerre ou soumis à des violences internes et qui ajoutent de la souffrance à leurs malheurs.

Et on se plaint du confinement certes désagréable mais il y a pire comme punition. On fait le scandale, on tord le nez alors qu'on évoque le tracking un repérage électronique permanent à l'étude dont il va falloir baliser l'utilisation si c'est décidé et que on (mais qui est « on » ?) sait tout de nous par les informations confidentielles voire intimes que nous diffusons volontairement sur les réseaux sociaux, avec le suivi par les g.p.s., nos cartes bancaires, la sécurité sociale, les impôts... On crie au flicage et à un manque de liberté parce qu'il faut remplir une malheureuse feuille de papier, un papalard où il suffit de cocher une case et d'être sincère voire vraisemblable ! Mais être civique c'est aussi faciliter l'action de l'État qui est une entité abstraite, mais qui est chacun de nous tout simplement, et c'est naturel et simple comme de dire bonjour sans s'approcher pour se toucher la main ou s'embrasser. On n'en meurt pas, on n'est pas marqué à vie.

Le civisme c'est le respect du citoyen pour la collectivité dans laquelle il vit et de ses conventions dont la loi, qu'elle satisfasse ou pas. Ce n'est pas du simple savoir-vivre ou de la civilité qui relèvent du respect d'autrui dans le cadre de rapports privés. Le civisme c'est de la citoyenneté. Expliquons par un contre-exemple d'actualité classique (au-delà de la polémique sur le 1er tour récent en France des municipales) : ne pas aller voter, s'abstenir alors que dans le monde les citoyens se battent physiquement pour avoir le droit concret de voter c'est de l'incivisme, qui est d'ailleurs sanctionné dans des pays démocratiques ! Et après on hurle que c'est un scandale si le deuxième tour des municipales ne peut avoir lieu ! Sic transit gloria mundi.

Dans sa réflexion sur le rapport critique à l'État le philosophe américain John Rawls (1921-2002) dans ses ouvrages sur « la théorie de la justice » et « la justice comme équité » rappelle l'histoire de la désobéissance civile (que certains en France appliquent comme les zadistes de Notre-Dame-des Landes). Il croit en un système de coopération : « Ceux qui s'engagent dans la coopération sociale choisissent ensemble par un acte collectif, les principes qui doivent fixer les droits et les devoirs de base, ce qui détermine la répartition des avantages sociaux ». On ignore contingences et inégalités. C'est une situation idéale. Un égale un.

Le civisme est une valeur fondamentale de la République, comme la fraternité que le Conseil constitutionnel vient de porter au panthéon des principes fondamentaux.

Alors soyons civiques cela ne coûte rien. Confinons-nous, protégeons les autres, et attendons le déconfinement avec les seniors dont je suis car j'ai le droit d'exister librement même avec un contrat de vie à durée relativement déterminée.

Le civisme ne peut être selon notre bon vouloir. Comme il y a des intermittents du spectacle qui voudraient bien travailler tous les jours pour nous cultiver et nous distraire, il ne peut y avoir des intermittents de la citoyenneté, qui n'usent du civisme que lorsque cela les arrange.

---

## **L'humeur de Précycy**

### **Haro sur les cathos !**

En janvier dernier, un sénateur socialiste s'était insurgé contre le choix du général Georgelin pour superviser les travaux de Notre-Dame de Paris parce qu'il était catholique. Le 4 avril, *Libération* affirmait à propos du coronavirus que « *la religion ne joue pas toujours un rôle positif dans cette pandémie* ». Et puis est venue l'histoire de la « *messe clandestine* » célébrée de nuit à Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris jusqu'à ce qu'on s'aperçoive qu'il s'agissait de l'habituelle vigile pascale à laquelle participaient, toutes portes closes, le clergé et quelques personnes.

Jusqu'à présent, le site officiel du gouvernement prévoit que « *seule la célébration d'obsèques peut donner lieu à l'accueil de la famille proche, dans la limite de 20 personnes* ». Mais rien n'empêche des messes sans fidèles, même si l'Église de France a joué la carte la plus restrictive en fermant les églises. Dans la pratique, comme dans d'autres pays, certaines sont ouvertes à des heures limitées et accueillent individuellement des fidèles venant se confesser ou recevoir la communion. En outre, de nombreuses chaînes de télévision sur YouTube — tout comme le Jour du Seigneur sur France 2 chaque dimanche et le site du Vatican — retransmettent en direct des messes.

Voilà donc les menaces que les catholiques font peser sur le monde, alors que les abords des supermarchés sont facilement encombrés, que des groupes refusent toute forme de confinement dans certains quartiers, que l'avion Air-France Paris-Marseille est plein à craquer... Les prêtres ne peuvent même plus donner les derniers sacrements, ce qui fait dire qu'on assiste à une sorte de « *retrait de la gloire de Dieu* ». Celui-ci semble complètement évacué : le président de la République s'adresse à ses concitoyens le lundi de Pâques sans aucune référence à une fête qui, comme Pessah pour les juifs, exprime le triomphe de la vie, et le Premier ministre tient une conférence de presse le dimanche, sans doute pour remplacer l'homélie...